Appel unitaire

Grippe A : « Notre souci : préserver la démocratie »

mercredi 9 septembre 2009, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2009).

« Nous, politiques, syndicalistes, chercheurs, médecins, associatifs, tous signataires de l'appel, demandons aux pouvoirs publics d'ouvrir au plus vite le débat.

« La lutte contre la pandémie de grippe A ne pourra se résumer à une seule réponse technique, agrémentée de choix individuels. Elle doit être une réponse collective. L'histoire a tranché. Une pandémie n'a jamais été vaincue par une seule riposte technico-médicale aussi fine soit-elle. C'est aussi la solidarité, l'aide, le souci de l'autre qui permettent d'éviter les emballements, les dérapages, les exclusions en tout genre.

« Quelle que soit la force de la pandémie, ce sont les plus démunis, les plus isolés, les plus fragiles qui se retrouveront sans défense face à ce virus. Les pandémies ont toujours agi comme un reflet des trous noirs d'une société. Des enjeux éthiques importants peuvent se poser brutalement, mettant en danger les libertés de chacun. Des mesures dérogatoires pourront être prises.

« Se pose cruellement la question de la solidarité internationale, en termes d'accès aux traitements et bien sûr d'accès au vaccin. Alors que l'on évoque l'accès universel à la santé, aucune initiative internationale n'a été à ce jour réellement lancée pour relever ce défi.

« Au-delà des questions nécessaires du vaccin, des stocks d'antiviraux, des gestes barrières, il y a urgence à mobiliser la société autour de ses valeurs. Les décisions ne doivent pas être prises dans un cénacle d'experts. Le débat doit s'ouvrir sur les enjeux humains et sociétaux des stratégies de lutte contre la pandémie. Avec un souci : préserver les règles de la démocratie dans la gestion de cette crise.

« Face au risque, encore hypothétique, de l'arrivée massive de ce virus, nous appelons à sortir de nos réponses toutes faites, à casser les barrières, à ouvrir les initiatives, à mobiliser l'énorme tissu associatif. Nous appelons, chacun et les pouvoirs publics en premier chef, à en débattre. Et à mettre au premier plan de la riposte collective, la solidarité. »

Cet appel a été déjà été signé par des médecins et chercheurs :

Françoise BARRE-SINOUSSI, prix Nobel de Médecine, Willy ROZENBAUM, Gilles PIALOUX, Jean-Philippe DERENNE, André GRIMALDI, René FRYDMAN, Bernard HOUSSET, François AUBART, Bernard REGNIER, Didier TABUTEAU, Elisabeth SLEDZIEWSKI, Corinne PELUCHON, Roland SCHAER, Didier SICARD, Véronique FOURNIER, Emmanuel HIRSCH, Marie de HENNEZEL.

Par des politiques et des syndicalistes : Martine AUBRY, Noël MAMÈRE, Cécile DUFLOT, Michèle RIVASI, Marie-George BUFFET, Olivier BESANCENOT, Jean-Marie LE GUEN, Delphine BATHO, Manuel VALLS, Aurélie FILIPPETTI, Jean-Paul HUCHON, Marisol TOURAINE, Arnaud MONTEBOURG, Jean-Louis BORIE (Syndicat des avocats de France), Emmanuel PERREUX (Syndicat de la magistrature, Antoine LAZARUS (Groupe information-prison), François CHÉRÈQUE

(CFDT), Alain OLIVE (Unsa), Annick COUPÉ (Solidaires), Gérard ASCHIERI (FSU).

Par des responsables d'ONG et d'associations : Olivier BERNARD (Médecins du Monde), Marie-Pierre ALLIÉ (Médecins sans frontières), Rony BRAUMAN, Stefania PARIGI (Samu social), Patrick DOUTRELIGNE (Fondation Abbé-Pierre), Bruno SPIRE (AIDES), Christian SAOUT (Collectif des usagers de la santé), Christophe DELTOMB (Emmaüs), Claude RAMBAUD (le Lien), Elsa COHEN (Confédération des familles), Arnaud de BROCA (Association des accidentés de la vie), Claude Finkelstein (Association de patients et ex-patients en psychiatrie)…